

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2125

[2004/201764]

**1<sup>er</sup> AVRIL 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises;

Vu le règlement CE n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides à la formation;

Vu l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 15 décembre 2003;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 16 décembre 2003;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 octobre 2003;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 octobre 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 février 2004;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "décret" : le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises;

2° "chèque-formation" : la subvention telle que visée à l'article 4, 1°, du décret;

3° "crédit-adaptation" : la subvention telle que visée à l'article 4, 2°, du décret;

4° "certificateur" : l'organisme de certification accrédité par le système BELCERT pour procéder au contrôle et à la certification des produits, des systèmes de qualité ou des personnes, en vertu de l'arrêté royal du 6 septembre 1993 portant création d'un système d'accréditation des organismes de certification et fixant les procédures d'accréditation conformément aux critères des normes de la série NBN-EN-45000;

5° "Le FOREm" : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, en son entité "Régisseur-ensemblier";

6° "Administration" : la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

7° "Comité" : le comité d'accompagnement du chèque-formation visé aux articles 21 et 22 du présent arrêté;

8° "Ministre" : le Ministre qui a la Formation dans ses attributions.

**Art. 3.** Aux articles 5, § 5, et 14, alinéa 2, du décret, on entend par :

1° "siège principal d'activités, le lieu disposant de moyens humains affectés en permanence et où se déroulent des activités récurrentes en rapport avec l'objet social et le secteur d'activités de l'entreprise;

2° "investisseur institutionnel", tout organisme bancaire, institution publique de crédit, société d'assurance ou fonds de placement, qui ne détient pas plus de cinquante pour cent des parts sociales de l'entreprise souhaitant bénéficier de chèques-formation.

## CHAPITRE II. — Du chèque-formation

Section 1<sup>re</sup>. — Des critères d'agrément des formations

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Est considérée, au sens de l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret, comme qualifiante la formation dont le contenu et la finalité de la formation correspondent aux descriptions contenues dans les référentiels de métiers, de qualifications ou de formations en usage.

§ 2. En outre, est considérée, au sens de l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, du décret, comme générant des compétences attendues sur le marché du travail la formation dont la finalité rencontre les besoins exprimés au travers des analyses sectorielles ou interprofessionnelles réalisées notamment par ou pour compte des secteurs professionnels, des organismes publics ou des organisations représentatives des travailleurs et/ou des employeurs.

**Art. 5.** Au sens de l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° et 3°, du décret, est considérée comme étant de type général ou liée au fonctionnement général de l'entreprise la formation qui procure d'une part, des compétences transversales selon les référentiels de qualifications ou de formations en usage et d'autre part, des qualifications transférables.

Sont réputées transférables les qualifications acquises au cours de formations répondant au moins à un des critères suivants :

1° être reconnue, certifiée ou validée par les autorités ou organismes publics;

2° être ouverte aux salariés de différentes entreprises ou organisée dans le cadre d'une coopération entre plusieurs entreprises indépendantes;

3° participer à l'accroissement de l'employabilité et de la mobilité professionnelle du travailleur.

Est considérée comme entreprise au sens du présent chapitre, la petite ou moyenne entreprise qui répond aux conditions visées à l'article 5 du décret.

Est considéré comme travailleur au sens du présent chapitre, toute personne visée à l'article 8, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'article 12 du décret, la formation à distance doit, pour être agréée, proposer un encadrement spécifique du travailleur.

Cet encadrement spécifique implique obligatoirement :

1° la distribution d'une partie de la formation en formule présentielle, de groupe ou individuelle;

2° l'identification d'un conseiller personnel du travailleur;

3° un suivi personnalisé par téléphone, par courrier électronique, par vidéoconférence, par forum de discussion ou par toute autre formule liée à l'évolution des technologies de la communication.

§ 2. Pour chaque type de formation à distance soumis à l'agrément, le Comité remet au Ministre, sur base de l'analyse du questionnaire d'audit complété par l'opérateur de formation, son avis et propose le nombre forfaitaire d'heures couvertes par le chèque-formation, en ce compris les heures consacrées au suivi du travailleur, ainsi que le nombre d'heures minimum à dispenser en formule présentielle.

§ 3. En cas de formation de très courte durée, le Comité peut proposer au Ministre de dispenser l'opérateur de l'obligation visée au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1°.

Par formation de très courte durée, on entend toute formation ne dépassant pas huit heures.

#### *Section 2. — De la procédure d'agrément de l'opérateur de formation et de l'audit de certification*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Pour être agréé, l'opérateur de formation adresse une demande à l'Administration, au moyen d'un formulaire dont le modèle est déterminé par le Ministre et mis à disposition de l'opérateur par l'Administration.

La demande est introduite par voie postale, par télécopie ou par voie électronique.

L'Administration réceptionne la demande d'agrément et transmet à l'opérateur de formation un accusé de réception dans les dix jours.

§ 2. Simultanément, l'Administration invite l'opérateur de formation à se faire auditer par le certificateur de son choix, parmi ceux désignés par le Ministre, en application de l'article 13.

En outre, l'Administration joint à l'accusé de réception un vade-mecum reprenant les éléments à fournir au certificateur, en ce compris le questionnaire d'audit à compléter.

Le Ministre, sur proposition du Comité, détermine le modèle de questionnaire d'audit.

§ 3. L'Administration instruit la demande d'agrément sur base du respect par l'opérateur de formation des législations sociales et fiscales, de la transmission par celui-ci des tarifs, en vigueur au moment de la demande, appliqués aux formations soumises à l'agrément.

L'Administration vérifie également que la formation soumise à l'agrément ne fasse pas l'objet de subventionnement par d'autres Pouvoirs publics, notamment par le Fonds social européen.

Si tel est le cas, l'Administration suspend l'instruction et en informe immédiatement le Ministre, lequel peut préalablement à toute décision de refus d'agrément entendre l'opérateur de formation ou la personne que celui-ci désigne.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. L'audit effectué par le certificateur porte sur une ou plusieurs formations pour lesquelles l'opérateur de formation choisit de se faire agréer.

§ 2. L'audit consiste principalement pour le certificateur à :

1° faire compléter un questionnaire par l'opérateur de formation;

2° effectuer au moins une visite sur le ou les sites de formation;

3° vérifier la réalité et la pertinence des moyens mis en œuvre pour dispenser une formation répondant aux conditions du décret et du présent arrêté, en se référant aux outils méthodologiques fournis par le Comité;

4° rédiger un rapport d'audit circonstancié et le transmettre à l'Administration.

§ 3. Le certificateur transmet son rapport d'audit à l'Administration dans les vingt jours qui suivent sa visite chez l'opérateur de formation.

Le rapport d'audit se conclut par un avis favorable ou défavorable. Le certificateur doit toutefois veiller à étayer son avis de commentaires particuliers, destinés à faire progresser l'opérateur de formation. En cas d'avis défavorable, le certificateur doit proposer des pistes de remédiation.

§ 4. Les opérateurs de formation disposant d'un label de qualité de type ISO 9001 dans le champ de la formation ou CDO\*QFOR peuvent être dispensés par le Ministre de la procédure d'audit, moyennant avis favorable du Comité.

Le Comité fonde sa décision par tous moyens probants apportés par l'opérateur de formation démontrant qu'il rencontre les critères de l'article 12 du décret et des articles 6, 7 et, s'il échet, 8.

La demande motivée de dispense d'audit est introduite auprès de l'Administration qui en avise, dans les cinq jours, le Comité. Cette demande suspend l'instruction du dossier par l'Administration.

Préalablement à la remise de son avis au Ministre, le Comité peut requérir de l'opérateur de formation des documents probants complémentaires dans le délai qu'il fixe. Ensuite, le Comité remet son avis et le transmet à l'Administration qui poursuit l'instruction.

**Art. 9.** Dans un délai de dix jours à dater de la réception du rapport d'audit, l'Administration transmet celui-ci, pour information, à l'opérateur de formation et au Comité ainsi qu'une proposition de décision au Ministre. Dans le cas visé à l'article 8, § 4, le Comité transmet au Ministre son avis.

Le Ministre se prononce sur la demande d'agrément dans un délai de quatorze jours à dater de la réception de la proposition de l'Administration. L'Administration notifie la décision du Ministre à l'opérateur de formation et en adresse copie, pour information, au Comité.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. L'agrément est accordé pour une période de trois ans, renouvelable.

La demande de renouvellement est introduite auprès de l'Administration au plus tôt huit mois et au plus tard deux mois avant l'expiration de l'agrément en cours.

La procédure de renouvellement d'agrément est régie par les mêmes modalités que celles relatives à l'octroi.

§ 2. Lorsque l'opérateur souhaite faire agréer une nouvelle formation pendant la période de trois ans pour laquelle il a été agréé, il en fait la demande à l'Administration qui la soumet au Comité.

Le Comité peut proposer au Ministre de dispenser l'opérateur de l'audit. En ce cas, la même procédure que celle visée à l'article 8, § 4, s'applique et l'agrément est étendu à la nouvelle formation et ce, jusqu'au terme fixé dudit agrément.

Si l'avis du Comité est négatif, l'opérateur soumet la nouvelle formation à l'audit, selon la procédure visée aux articles 7, 8, §§ 1<sup>er</sup> de 3 et 9.

**Art. 11.** L'agrément en cours peut être retiré par le Ministre lorsque l'opérateur de formation cesse de remplir l'une des conditions d'agrément prévues par le décret et le présent arrêté.

L'agrément peut également être suspendu par le Ministre pour une durée maximale de six mois, lorsqu'il estime que la situation de l'opérateur de formation agréé est susceptible de régularisation dans le délai qu'il fixe.

**Art. 12.** En cas de refus, de suspension ou de retrait d'agrément, l'opérateur de formation peut introduire un recours motivé auprès de l'Administration.

L'Administration en accuse réception dans les dix jours, instruit le dossier et, ensuite, le transmet au Comité.

Lorsque l'opérateur de formation le demande, celui-ci ou la personne qu'il désigne et, le cas échéant, le certificateur concerné doivent être entendus par le Comité. Celui-ci peut alors inviter l'opérateur de formation à se mettre en règle et, le cas échéant, solliciter un nouvel audit sur les points auxquels il n'aurait pas été satisfait.

Dans les dix jours de la transmission visée à l'alinéa 2 ou, le cas échéant, dans les dix jours de l'audition de l'opérateur de formation ou de la remise du nouveau rapport d'audit, le Comité remet un avis motivé au Ministre. Celui-ci confirme ou infirme sa décision initiale. L'Administration notifie au requérant la décision du Ministre dans les quatorze jours de la réception de l'avis émis par le Comité.

### Section 3. — De la désignation des certificateurs

**Art. 13.** Pour être désigné comme certificateur autorisé à réaliser l'audit des opérateurs de formation, l'organisme de certification doit remplir les conditions suivantes :

1° être accrédité par le système BELCERT, en vertu de l'arrêté royal du 6 septembre 1993 portant création d'un système d'accréditation des organismes de certification et fixant les procédures d'accréditation conformément aux critères des normes de la série NBN-EN-45000;

2° s'engager à utiliser le questionnaire opérationnel d'audit, dont le modèle est déterminé par le Ministre, ainsi que les outils méthodologiques proposés par le Comité;

3° s'engager à appliquer vis-à-vis des opérateurs de formation la tarification prévue à l'article 16;

4° rendre compte semestriellement de ses activités au Comité;

5° agir dans le respect des règles de confidentialité et d'éthique commerciale.

En cas de manquement à l'une des conditions énumérées ci-avant, l'organisme peut se voir retirer par le Ministre son autorisation à certifier des opérateurs de formation.

Lorsque l'organisme de certification le demande, celui-ci ou la personne qu'il désigne peut être entendu par le Ministre préalablement à toute décision de retrait d'autorisation.

**Art. 14.** Les certificateurs sont désignés par le Ministre, sur proposition du Comité.

La désignation comme certificateur est valable pour une période de trois ans, renouvelable.

**Art. 15.** Le certificateur peut, de commun accord avec l'opérateur de formation, suspendre sa mission et proposer à celui-ci un nouvel audit dans les trois mois. En ce cas, il applique le tarif réduit prévu à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, alinéa 7.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le tarif de base forfaitaire non négociable qui peut être réclamé par le certificateur, est de 880 euros, par jour, hors taxe sur la valeur ajoutée. Ce montant est indexé sur base de l'indice santé relevé chaque année pour le mois de janvier.

Le tarif de base est la référence pour un opérateur localisé sur un site de formation et proposant à l'agrément de une à quinze formations différentes. Il comprend l'analyse du questionnaire, la vérification sur place pendant minimum quatre heures, et la rédaction du rapport, relatifs à la ou aux formation(s) à agréer.

De seize à trente formations différentes, le tarif de base et le nombre d'heures de vérification sur place sont multipliés par deux.

Au-delà de trente formations différentes, le tarif de base et le nombre d'heures de vérification sur place sont multipliés par trois.

En aucun cas, le tarif global réclamé par le certificateur ne peut excéder 2.640 euros, hors taxe sur la valeur ajoutée, la procédure d'audit ne pouvant en aucun cas dépasser trois jours.

Le certificateur peut exiger un demi-jour supplémentaire, soit 440 euros, par site supplémentaire avec un maximum de trois sites.

En cas de report de l'audit à trois mois, celui-ci ne peut être facturé que pour l'équivalent de maximum trois-quart de journée avec un minimum de deux heures d'audit sur place, soit 660 euros.

§ 2. Le Ministre peut, sur proposition motivée du Comité, modifier le montant et les modalités de tarification indiqués au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 17.** Toute plainte d'un opérateur de formation vis-à-vis d'un certificateur est à introduire auprès du Ministre, lequel décide ou non de retirer l'autorisation du certificateur concerné, et ce, après avis motivé du Comité, lequel remet son avis dans le mois de sa saisine.

Lorsque l'organisme de certification le demande, celui-ci ou la personne qu'il désigne peut être entendu par le Ministre préalablement à toute décision de retrait d'autorisation.

#### Section 4. — De la procédure d'octroi du chèque-formation

**Art. 18.** L'émetteur de chèques-formation, ci-après dénommé l'émetteur, est désigné pour une durée de trois ans.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. L'entreprise introduit sa demande de chèques-formation auprès du FOREm par courrier postal, par télécopie ou par voie électronique, et fournit à celui-ci toutes les données requises pour l'obtention des chèques-formation en ce compris une attestation sur l'honneur que l'entreprise ne bénéficie pas d'autres subventionnements pour le même objet et qu'elle respecte l'article 4.7 du règlement CE n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 relatif aux coûts éligibles.

Le FOREm vérifie que les conditions visées aux articles 5 et 8 du décret sont remplies par l'entreprise.

Pour l'application du paragraphe 4 de l'article 8 du décret, n'est pas considéré comme double subventionnement le fait d'ajouter au chèque-formation une autre source de financement, telle l'aide octroyée par un fonds sectoriel, de manière à couvrir la partie du coût non prise en charge par le chèque-formation et ce, dans le respect du Règlement CE n° 68/2001.

Si les conditions visées aux articles 5 et 8 du décret ne sont pas remplies, le FOREm en informe l'entreprise dans les dix jours de l'introduction de la demande. Si les conditions sont remplies, le FOREm transmet la demande sans délai à l'émetteur.

Dans les trois jours qui suivent la transmission de la demande par le FOREm, l'émetteur confirme à l'entreprise, selon la voie choisie par celle-ci, son inscription en lui octroyant un numéro de client.

§ 2. L'émetteur fournit à l'entreprise les chèques-formation demandés dans les cinq jours qui suivent le paiement.

A l'issue de la formation, l'entreprise remet à l'opérateur le nombre de chèques équivalant au nombre d'heures/travailleur prestées. L'opérateur adresse sa facture ainsi que les chèques remis à l'émetteur.

Si le montant de la facture est inférieur à la somme des chèques reçus, l'émetteur paie le montant de la facture à l'opérateur de formation et il rembourse à l'entreprise le solde et ce, dans les vingt jours qui suivent la réception des chèques-formation et autres pièces justificatives.

Si le montant de la facture est supérieur à la somme des chèques reçus, l'émetteur paie à l'opérateur de formation l'équivalent des chèques reçus et invite l'entreprise à acquitter le solde auprès de l'opérateur et ce, dans les vingt jours qui suivent la réception des chèques-formation et autres pièces justificatives. Le délai de paiement de l'entreprise à l'opérateur de formation est stipulé par celui-ci.

**Art. 20.** Le chèque-formation ne peut pas être utilisé pour des formations dont le prix horaire individuel est inférieur à sept euros.

L'opérateur de formation ne peut majorer, de façon manifestement abusive, ses prix en cours d'agrément ou en vue d'obtenir celui-ci. Tout abus manifeste entraîne le retrait ou le refus de l'agrément demandé.

Le chèque-formation ne peut être utilisé que pour des formations débutant après que la demande de chèques a été acceptée par l'émetteur.

#### Section 5. — Du Comité d'accompagnement du chèque-formation

**Art. 21.** Il est institué un Comité d'accompagnement du chèque-formation, ci-après dénommé le Comité.

Le Comité remplit les missions suivantes :

1° assurer le suivi du processus de désignation des certificateurs et la bonne exécution de leur mission, en prévoyant au moins une réunion semestrielle avec ceux-ci et ce, dans le but d'une conduite uniforme et équitable par ceux-ci de l'audit visé à l'article 9;

2° élaborer les outils méthodologiques à utiliser par les certificateurs, pour vérifier les critères de l'article 12 du décret, et tels que précisés aux articles 7 et 8;

3° remettre au Ministre un avis concernant les demandes de dispense d'audit introduites par des opérateurs disposant d'un label de qualité de type ISO 9001 dans le champ de la formation ou CDO\*QFOR ou par les opérateurs déjà agréés;

4° dans le cadre de la formation à distance, proposer au Ministre, pour chaque domaine de formation faisant l'objet d'une demande d'agrément, un nombre d'heures forfaitaire susceptible d'être financé par le chèque-formation;

5° remettre un avis au Ministre, selon la procédure prévue à l'article 12.

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Le Comité est composé de :

1° deux représentants des organisations représentatives des travailleurs;

2° deux représentants des organisations représentatives des employeurs;

3° un représentant du Ministre;

4° un représentant du FOREm;

- 5° un représentant de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique;
- 6° un représentant de l'Administration, qui assure le secrétariat du Comité;
- 7° un expert réputé pour sa connaissance de la formation professionnelle, en particulier dans les entreprises.

§ 2. Le Ministre désigne, pour une durée de trois ans, les membres effectifs et leurs suppléants.

Les membres visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, sont désignés sur liste double de candidats présentée par le Conseil économique et social de la Région wallonne.

Le Comité désigne, en son sein, un Président et un Vice-président parmi les membres visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 2°.

§ 3. Toute les décisions du Comité sont, en principe, prises par consensus.

Toutefois, à défaut de consensus, une décision concernant un point inscrit à l'ordre du jour peut être prise par les membres visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, qui, dans ce cas, ont seuls voix délibérative.

§ 4. Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation, au Ministre, au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le règlement d'ordre intérieur doit notamment prévoir :

- 1° les règles concernant la convocation du Comité;
- 2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;
- 3° les règles applicables en cas d'absence ou d'empêchement du Président et du Vice-Président;
- 4° les règles de quorum pour que le Comité délibère valablement ainsi que les modalités de vote;
- 5° la périodicité des réunions du Comité;
- 6° les modalités selon lesquelles sont rendus les avis ainsi que le rapport d'activités visé à l'article 33.

### CHAPITRE III. — *Du crédit-adaptation*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Des critères d'agrément des formations*

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Est considérée, au sens de l'article 17, § 1<sup>er</sup>, du décret, comme formation qualifiante spécifique toute formation comprenant un enseignement directement et principalement applicable au poste actuel ou prochain du travailleur dans l'entreprise et procurant des qualifications qui sont peu ou pas transférables dans d'autres entreprises ou d'autres domaines de travail.

En application de l'article 17, § 2, du décret, il faut considérer comme situations admissibles au titre de formation spécifique les formations suivantes :

- 1° une formation liée à la remise à niveau des compétences du travailleur ou à des besoins de polyvalence au sein de l'entreprise ou à un changement de poste de travail;
- 2° une formation liée à un investissement ou à la mise en place de nouvelles méthodes de travail;
- 3° une formation liée à un système de management de la qualité suivant la norme internationale NBN EN ISO 9001 du 14 février 2001;
- 4° une formation liée à un système de management environnemental se référant à la norme NBN EN ISO 14001 du 5 avril 1997 ou au règlement SMEA selon le Règlement CE n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 permettant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit;
- 5° une formation liée à un système de management de la sécurité se référant aux listes de critères VCA (LSC), version 2000, ou à la liste de critères BeSaCC, version 2000, ou encore à la norme OHSAS 18001, version 1999;
- 6° une formation liée à un système de réduction ou d'aménagement du temps de travail autorisé par le Ministre fédéral de l'Emploi.

En outre, toute formation résultant de la nécessité pour l'entreprise de s'adapter suite aux mutations industrielles, organisationnelles ou technologiques peut être considérée comme situation admissible au titre de formation spécifique pour autant que le Ministre en agré, après avis du Comité de gestion du FOREm, le contenu et la durée.

Les formations visées aux points 3° à 5° de l'alinéa précédent sont admissibles une seule fois nonobstant toute éventuelle évolution du système concerné.

§ 2. Est considérée comme collective, au sens de l'article 17, § 2, du décret, la formation qui concerne au moins trois travailleurs.

§ 3. Est considérée comme entreprise au sens du présent chapitre, l'entreprise qui répond aux conditions visées à l'article 14 du décret.

Est considéré comme travailleur au sens du présent chapitre, toute personne visée à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret.

**Art. 24.** La subvention est octroyée sur base d'une convention établie entre l'entreprise et le FOREm et dont le modèle est approuvé par le Ministre, sur proposition du Comité de gestion du FOREm.

Cette convention définit une période au cours de laquelle tous les travailleurs concernés doivent être formés. Cette période a une durée minimale d'un an et maximale de deux ans. Elle débute à la date de l'accusé de réception visé à l'article 26, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> alinéa.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Pendant la durée de la convention, l'entreprise doit, en application de l'article 22, § 1<sup>er</sup>, du décret, maintenir au minimum quatre vingt pour cent de l'effectif global d'emploi occupé en région de langue française.

On entend par effectif global d'emploi le nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, inscrits à l'Office national de Sécurité sociale, ci-après dénommé O.N.S.S.

Le nombre de travailleurs salariés est vérifié, sur base des données contenues dans la Banque-Carrefour de la Sécurité sociale, à la fin du trimestre qui précède le début de la période de formation et à la fin du trimestre pendant lequel la période de formation se termine.

§ 2. L'entreprise qui n'a pu garantir, en application de l'article 22, § 1<sup>er</sup>, du décret, le maintien d'au moins quatre vingt pour cent de l'effectif global d'emploi au terme de la période de formation voit sa subvention diminuée au prorata de l'effectif perdu et est tenue de rembourser les sommes indûment versées.

Toutefois, le Ministre peut, après avis du Comité de gestion du FOREm, déroger à l'application de l'alinéa précédent lorsque des circonstances exceptionnelles, dûment motivées, sont avancées par l'entreprise.

§ 3. Le Ministre peut également déroger à l'application de l'article 22, § 2, du décret, lorsque les deux conditions suivantes sont remplies :

- 1° l'entreprise présente un plan de restructuration approuvé par le Ministre fédéral de l'Emploi;
- 2° le Comité de gestion du FOREm remet un avis favorable, précisant, le cas échéant, le montant à rembourser.

#### Section 2. — De la procédure d'octroi du crédit-adaptation

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. L'entreprise adresse sa demande initiale, avant le début des formations, au FOREm par voie postale, par télécopie ou par voie électronique.

Le FOREm réceptionne la demande et transmet à l'entreprise un accusé de réception dans les dix jours.

Le FOREm joint à l'accusé de réception un dossier à compléter, dont le modèle est approuvé par le Ministre, ainsi qu'un vade-mecum destiné à aider l'entreprise à compléter son dossier.

§ 2. Le dossier comprend au moins les éléments suivants :

1° les données administratives relatives à l'entreprise, notamment :

- a) la description de l'entreprise en termes de dénomination légale, de forme juridique, ainsi que l'adresse du siège social et, le cas échéant, du siège principal d'activité;
- b) l'identification de l'entreprise en termes d'inscription T.V.A., d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises, de numéro O.N.S.S., de numéro de compte bancaire;
- c) la référence au code NACE principal et secondaire;
- d) le chiffre d'affaires et le bilan total du dernier exercice;
- e) d'autres éléments d'information tels que la personne de contact dans l'entreprise ainsi que son adresse électronique;

2° une attestation sur l'honneur que l'entreprise ne bénéficie pas d'autres subventionnements pour le même objet et qu'elle respecte l'article 4.7 du règlement CE n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 relatif aux coûts éligibles;

3° l'identification de l'opérateur de formation;

4° la motivation de la démarche de formation de l'entreprise;

5° le plan de formation ainsi que l'avis y relatif remis par l'un des organes visés à l'article 19 du décret.

Les données administratives visées à l'alinéa précédent sont communiquées via le numéro d'inscription de l'entreprise à la Banque-Carrefour des Entreprises.

En ce qui concerne le point 5° du premier alinéa, le modèle de plan de formation est établi par le Comité de gestion du FOREm. Toutefois, celui-ci peut prendre en compte un plan de formation ayant fait l'objet d'un accord au sein d'une convention collective de travail.

§ 3. En application de l'article 19, alinéa 3, du décret, le Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation territorialement compétent remet à l'entreprise son avis motivé concernant le plan de formation, dans les vingt jours à dater de l'envoi par celle-ci du dossier par pli recommandé. A défaut d'avis remis dans ce délai, celui-ci est considéré comme favorable.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. L'entreprise transmet, par courrier postal ou électronique, au FOREm le dossier dûment complété, dans les deux mois de l'accusé de réception, à peine de forclusion.

Le FOREm accuse réception du dossier dans les dix jours de la transmission du dossier, informe, le cas échéant, l'entreprise des données manquantes et fixe, de commun accord avec l'entreprise, la date à laquelle ses services effectueront la visite en entreprise.

Le FOREm vérifie tout particulièrement que les conditions visées aux articles 17 et 18 du décret sont remplies.

Pour l'application du paragraphe 3 de l'article 17, n'est pas considéré comme double subventionnement le fait d'ajouter au crédit-adaptation une autre source de financement, telle l'aide octroyée par un fonds sectoriel, de manière à couvrir la partie du coût non prise en charge par le crédit-adaptation et ce, dans le respect du Règlement CE n° 68/2001.

§ 2. Dans les quarante jours à dater de la transmission du dossier complet, le Bureau exécutif de l'entité "Régisseur-Ensemble" du FOREm remet, en vertu de l'article 20 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, tel que modifié par le décret du 26 février 2003, un avis au Ministre et propose, en cas d'avis favorable, le montant maximal d'intervention, son imputation budgétaire ainsi que le délai de production par l'entreprise des pièces justificatives.

§ 3. Le Ministre prend sa décision et notifie celle-ci à l'entreprise dans les quatorze jours à dater de la réception de l'avis du FOREm. Il adresse copie de sa décision à l'Administration et au FOREm.

**Art. 28.** La subvention est liquidée en deux tranches :

1° une première tranche de cinquante pour cent de la subvention est versée dès réception par le FOREm de la convention signée par l'entreprise;

2° le solde au terme de la convention et après vérification par le FOREm du respect des conditions du décret et du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Du suivi et de l'évaluation du chèque-formation et du crédit-adaptation*

**Art. 29.** Le rapport technique mentionné aux articles 13, 5°, et 23, 5°, du décret est communiqué à ses destinataires au plus tard le 1<sup>er</sup> mars ainsi qu'à l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique.

Ce rapport technique comporte, notamment, les éléments suivants :

1° les données quantitatives et qualitatives relatives aux travailleurs, identifiés, entre autres, selon le sexe, l'âge, le statut et le domicile;

2° les données quantitatives et qualitatives relatives aux entreprises, identifiées, entre autres, selon leur taille, leur localisation, leur domaine et/ou secteur d'activités, et tous autres éléments pertinents en matière de pratiques de formation;

3° les données quantitatives et qualitatives relatives aux opérateurs de formation, aux formations faisant l'objet de l'agrément ainsi qu'à l'évolution générale de l'offre de formation en région de langue française;

4° tout élément probant en lien avec d'autres politiques de formation en région de langue française, tel le dispositif de validation des compétences.

**Art. 30.** Le FOREm élabore des tableaux de bord trimestriels reprenant, de manière synthétique, toutes les données relevantes concernant le chèque-formation et le crédit-adaptation, qu'il communique au Ministre, aux Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation ainsi qu'au Conseil économique et social de la Région wallonne.

**Art. 31.** Le FOREm et l'administration communiquent, d'initiative ou à sa demande, à l'Observatoire wallon de l'Emploi, toutes données relatives soit au chèque-formation, soit au crédit-adaptation, afin de lui permettre de rencontrer sa mission de mesure de la progression de la formation professionnelle en Région wallonne.

**Art. 32.** Afin de préciser les modalités de leur collaboration, le FOREm et l'Administration élaborent un protocole et, dans les trois mois à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le soumettent pour approbation au Ministre.

**Art. 33.** Le Comité transmet chaque année au Ministre et au Conseil économique et social de la Région wallonne, pour le 1<sup>er</sup> mars au plus tard, un rapport d'activités.

Le Conseil économique et social de la Région wallonne transmet, pour le 30 avril au plus tard, l'évaluation annuelle au Ministre, lequel en informe le Gouvernement, conformément à l'article 24, alinéa 2, 2°, du décret.

**Art. 34.** Au plus tard dix jours après l'entrée en vigueur du présent arrêté, le FOREm transmet au Ministre le rapport de synthèse visé à l'article 7 du Règlement C.E. n° 68/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité C.E. aux aides à la formation.

CHAPITRE V. — *Des dispositions transitoires, abrogatoires et finales*

**Art. 35.** Les délais stipulés par le présent arrêté sont des jours francs. Le jour de l'acte qui est le point de départ du délai n'y est pas compris. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

**Art. 36.** La désignation des certificateurs visés à l'article 13 doit être effectuée dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 37.** L'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 12 mai 1987 relatif à la formation professionnelle est complété comme suit :

"Sont exclues du champ d'application du présent article les formations en entreprise subventionnées en vertu du Chapitre II du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises".

**Art. 38.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juillet 1998 relatif aux chèques-formation est abrogé.

Toutefois, tous les agréments d'opérateurs de formation octroyés par l'arrêté du 23 juillet 1998 précité, en cours à la date d'entrée en vigueur du décret, restent valides jusqu'au terme prévu. Tous les chèques achetés restent valides jusqu'à leur date de péremption de même que toutes les commandes de chèques auprès de l'émetteur, antérieures à la date d'entrée en vigueur du décret, sont honorées.

**Art. 39.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1993 instaurant des aides à la création, l'extension et la reconversion d'entreprises en favorisant l'embauche et la formation des travailleurs, modifié par le décret du 5 février 1998 ainsi que par les arrêtés des 30 mars 1995, 20 février 1997 et 18 décembre 1997, est abrogé.

Toutefois, les accords ministériels octroyés en vertu de l'arrêté du 3 juin 1993 précité ainsi que toute demande introduite en application de celui-ci restent valides jusqu'au terme prévu dans les conventions subséquentes.

**Art. 40.** Le décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises ainsi que le présent arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2004.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2125

[2004/201764]

**1 APRIL 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn;

Gelet op Verordening EG nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de opleidingssteun;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), gegeven op 15 december 2003;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 16 december 2003;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 oktober 2003;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 oktober 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 februari 2004;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, ervan.

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet" : het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn;

2° "opleidingscheque" : de toelage zoals bedoeld in artikel 4, 1°, van het decreet;

3° "aanpassingskrediet" : de toelage zoals bedoeld in artikel 4, 2°, van het decreet;

4° "certificeerder" : de certificeringsinstelling geaccrediteerd door het systeem BELCERT om over te gaan tot de controle en de certificering van de producten, kwaliteitssystemen of personen krachtens het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000;

5° de "FOREm" : de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" als "regisseur-ensemblier";

6° "Bestuur" : de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Waalse Gewest;

7° "Comité" : het begeleidingscomité voor de opleidingscheque bedoeld in de artikelen 21 en 22 van dit besluit;

8° "Minister" : de Minister van Vorming.

**Art. 3.** In de artikelen 5, § 5, en 14, tweede lid, van het decreet wordt verstaan onder :

1° "functionele hoofdzetel" : de plaats die beschikt over personeelsleden die voortdurend aangesteld worden, en waarin herhaalde activiteiten in verband met het maatschappelijke doel en de activiteitensector van het bedrijf plaatsvinden;

2° "institutionele investeerder" : elke bankinstelling, openbare kredietinstelling, verzekeringsmaatschappij of beleggingsfonds die niet meer dan 50 % van de aandelen van het bedrijf dat opleidingscheques wil genieten, bezit.

HOOFDSTUK II. — *Opleidingscheque**Afdeling 1. — Erkenningscriteria van de opleidingen*

**Art. 4.** § 1. In de zin van artikel 12, eerste lid, 1°, van het decreet wordt beschouwd als een opleiding die een kwalificerende aard heeft, de opleiding waarvan de inhoud en de doelgerichtheid overeenstemmen met de beschrijvingen bedoeld in de gebruikelijke referenten van beroepen, kwalificaties of opleidingen.

§ 2. In de zin van artikel 12, eerste lid, 1°, van het decreet wordt bovendien beschouwd als opleiding die arbeidsmarktconforme vaardigheden voortbrengt, de opleiding waarvan de doelgerichtheid inspeelt op de behoeften die uitgedrukt worden door sectorale of interprofessionele analyses uitgevoerd met name door of voor rekening van professionele sectoren, openbare instellingen of representatieve werknemers- en/of werkgeversorganisaties.

**Art. 5.** In de zin van artikel 12, eerste lid, 2° en 3°, van het decreet wordt beschouwd als een opleiding die van het algemene type is of die verband houdt met de algemene werking van de onderneming, de opleiding die, enerzijds, multidisciplinaire vaardigheden volgens de gebruikelijke referenten van kwalificaties of opleidingen en, anderzijds, overdraagbare kwalificaties voortbrengt.

Geacht worden overdraagbaar te zijn, de kwalificaties verworven gedurende de opleidingen die minstens één van de volgende criteria voldoen :

1° erkend, gecertificeerd of geldig verklaard zijn door de overheden of openbare instellingen;

2° open zijn voor de werknemers van verschillende ondernemingen of georganiseerd zijn in het kader van een samenwerking tussen verschillende onafhankelijke ondernemingen;



3° deelnemen aan de groei van de inzetbaarheid en van de beroepsmobiliteit van de werknemer.

In de zin van dit hoofdstuk wordt beschouwd als onderneming, de kleine of middelgrote onderneming die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 5 van het decreet.

In de zin van dit hoofdstuk wordt beschouwd als werknemer, elke persoon bedoeld in artikel 8, § 2, eerste lid, van het decreet.

**Art. 6.** § 1. Onverminderd artikel 12 van het decreet moet de afstandsopleiding, om erkend te worden, een specifieke begeleiding van de werknemer voorstellen.

Deze specifieke begeleiding houdt verplicht hetgeen volgt in :

1° de verstrekking van een deel van de opleiding in de vorm van een contactopleiding, een groepsopleiding of een individuele opleiding;

2° de identificatie van een persoonlijke adviseur van de werknemer;

3° een persoonlijke opvolging per telefoon, e-mail, videoconferentie, discussieforum of door elke andere formule gebonden aan de ontwikkeling van de communicatietechnologie.

§ 2. Voor elk type afstandsopleiding dat erkend moet worden, brengt het Comité advies op grond van de analyse van het door de opleidingsoperator aangevulde auditformulier uit aan de Minister en stelt het forfaitaire aantal uren voor, die gedekt zijn door de opleidingscheque met inbegrip van de uren bestemd voor de opvolging van de werknemer alsmede het minimumaantal uren dat in de vorm van een contactopleiding moet worden gegeven.

§ 3. In geval van opleiding voor een zeer korte periode kan het Comité de Minister voorstellen om de operator vrij te stellen van de in § 1, tweede lid, 1°, verplichting.

Onder opleiding voor een zeer korte duur wordt elke opleiding verstaan die de acht uren niet overschrijdt.

#### *Afdeling 2.* — Procedure betreffende de erkenning van de opleidingsoperator en van de certificeringsaudit

**Art. 7.** § 1. Om erkend te worden richt de opleidingsoperator een aanvraag aan het Bestuur aan de hand van een formulier waarvan het model door de Minister bepaald is en, dat door het Bestuur ter beschikking van de opleidingsoperator wordt gesteld.

De aanvraag wordt via post, fax, e-mail ingediend.

Het Bestuur ontvangt de erkenningsaanvraag en stuurt binnen tien dagen een ontvangbericht aan de opleidingsoperator.

§ 2. Tegelijkertijd verzoekt het Bestuur er de opleidingsoperator om zich overeenkomstig artikel 13 aan een audit te onderwerpen door de certificeerder van zijn keuze onder die aangewezen door de Minister. Bovendien voegt het Bestuur bij het ontvangbericht een vademecum waarin de aan de certificeerder mede te delen elementen worden vermeld, met inbegrip van het in te vullen auditformulier.

Op voorstel van het Comité bepaalt de Minister het model van het auditformulier.

§ 3. Het Bestuur behandelt de erkenningsaanvraag op grond van de inachtneming door de opleidingsoperator van de sociale en fiscale wetgevingen en van de overmaking door hem van de op het moment van de aanvraag vigerende tarieven die van toepassing zijn op de aan de erkenning onderworpen opleidingen.

Het Bestuur gaat ook na of de aan de erkenning onderworpen opleiding niet het voorwerp uitmaakt van een subsidiëring door andere openbare overheden, met name door het Europees Sociaal Fonds.

In dat geval schorst het Bestuur de behandeling en stelt het er de Minister onmiddellijk in kennis van, die vóór elke beslissing tot weigering van de erkenning de opleidingsoperator of de door hem aangewezen persoon kan horen.

**Art. 8.** § 1. De door de certificeerder uitgevoerde audit heeft betrekking op één of meer opleidingen waarvoor de opleidingsoperator kiest zich te laten erkennen.

§ 2. De audit bestaat hoofdzakelijk voor de certificeerder erin :

1° een formulier te laten invullen door de opleidingsoperator;

2° de opleidingssite(s) minstens één keer te bezoeken;

3° de werkelijkheid en de relevantie te controleren van de middelen die worden gebruikt om een opleiding die voldoet aan de voorwaarden van het decreet en van dit besluit, te geven met inachtneming van de methodologische middelen van het Comité;

4° een gedetailleerd auditrapport op te stellen en het over te maken aan het Bestuur.

§ 3. De certificeerder maakt zijn auditrapport over aan het Bestuur binnen twintig dagen na zijn bezoek bij de opleidingsoperator.

Het auditrapport eindigt met een al dan niet gunstig advies. De certificeerder moet evenwel ervoor zorgen om zijn advies te staven met bijzondere commentaren zodat de opleidingsoperator kan vooruitgaan. In geval van ongunstig advies moet de certificeerder verhelpingsporen voorstellen.

§ 4. De opleidingsoperatoren die beschikken over een kwaliteitslabel van het type ISO 9001 op het gebied van de opleiding of CDO<sup>®</sup>QFOR, kunnen door de Minister vrijgesteld worden van de auditprocedure mits gunstig advies van het Comité.

Het Comité baseert zijn beslissing op alle bewijsstukken van de opleidingsoperator, waaruit blijkt dat het de criteria van artikel 12 van het decreet en van de artikelen 6, 7, en in voorkomend geval, 8 voldoet.

De met redenen omklede aanvraag om vrijstelling van de audit wordt ingediend bij het Bestuur dat er binnen vijf dagen het Comité in kennis van stelt. Deze aanvraag schorst de behandeling van het dossier door het Bestuur.

Voorafgaand aan het uitbrengen van zijn advies aan de Minister kan het Comité aanvullende overtuigende documenten verlangen van de opleidingsoperator binnen de door hem bepaalde termijn. Het Comité brengt dan advies uit en deelt het mede aan het Bestuur dat de behandeling voortzet.

**Art. 9.** Binnen een termijn van tien dagen na ontvangst van het auditrapport stuurt het Bestuur dit rapport ter informatie aan de opleidingsoperator en aan het Comité alsmede een beslissingsvoorstel aan de Minister. In het in artikel 8, § 4, bedoelde geval stuurt het Comité zijn advies aan de Minister.

De Minister spreekt zich uit over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van veertien dagen na ontvangst van het voorstel van het Bestuur. Het Bestuur deelt de beslissing van de Minister mede aan de opleidingsoperator en richt er een kopie ter informatie van aan het Comité.

**Art. 10.** § 1. De erkenning wordt toegekend voor een verlengbare periode van drie jaar. De verlengingsaanvraag wordt bij het Bestuur ingediend op z'n vroegst binnen acht maanden en uiterlijk binnen twee maanden vóór het verstrijken van de lopende erkenning.

De procedure m.b.t. de verlenging van de erkenning wordt geregeld volgens dezelfde modaliteiten als die betreffende de erkenning.

§ 2. Wanneer de operator een nieuwe opleiding gedurende de periode van drie jaar waarvoor hij is erkend, wenst te laten erkennen, dient hij de desbetreffende aanvraag in bij het Bestuur dat ze voorlegt aan het Comité.

Het Comité kan aan de Minister voorstellen om de operator vrij te stellen van de audit.

In dit geval is dezelfde procedure als die bedoeld in artikel 8, § 4, van toepassing en dekt de erkenning ook de nieuwe opleiding en dit tot de bepaalde termijn van die erkenning.

Als het advies van het Comité negatief is, onderwerpt de operator de nieuwe opleiding aan de audit volgens de in de artikelen 7, 8, §§ 1 tot 3 en 9 bedoelde procedure.

**Art. 11.** De lopende erkenning kan door de Minister ingetrokken worden wanneer de opleidingsoperator één van de erkenningsvoorwaarden bedoeld in het decreet en in dit besluit niet meer vervult.

De erkenning kan ook geschorst worden door de Minister voor een maximale duur van zes maanden wanneer hij van mening is dat de toestand van de erkende opleidingsoperator binnen de door hem vastgestelde termijn geregulariseerd kan worden.

**Art. 12.** In geval van weigering, schorsing of intrekking van de erkenning kan de opleidingsoperator een met redenen omkleed beroep indienen bij het Bestuur.

Het Bestuur bericht er ontvangst van binnen tien dagen, behandelt het dossier en maakt het dan over aan het Comité.

Wanneer de opleidingsoperator erom verzoekt, moet hij of de door hem aangewezen persoon en, in voorkomend geval, de betrokken certificeerder gehoord worden door het Comité. Dit laatste kan dan de opleidingsoperator erom verzoeken om de toestand te regelen en, in voorkomend geval, om een nieuwe audit te vragen over de punten waaraan niet is voldaan.

Binnen tien dagen na de in het tweede lid bedoelde overmaking of, in voorkomend geval, binnen tien dagen na het horen van de opleidingsoperator of na de overmaking van het nieuwe auditrapport brengt het Comité een met redenen omkleed advies uit aan de Minister. Deze laatste bevestigt of vernietigt zijn oorspronkelijke beslissing. Het Bestuur deelt de verzoeker de beslissing van de Minister mede binnen veertien dagen na ontvangst van het door het Comité uitgebrachte advies.

### *Afdeling 3. — Aanwijzing van de certificeerders*

**Art. 13.** Om aangewezen te worden als certificeerder gemachtigd om de audit van de opleidingsoperatoren uit te voeren, moet de certificeringsinstelling de volgende voorwaarden vervullen :

1° geaccrediteerd worden door het systeem BELCERT krachtens het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000;

2° zich ertoe verbinden het operationele auditformulier waarvan het model bepaald is door de Minister, alsmede de door het Comité voorgestelde methodologische middelen te gebruiken;

3° zich ertoe verbinden de in artikel 16 bedoelde tarifiering ten opzichte van de opleidingsoperatoren toe te passen;

4° om de zes maanden verslag uitbrengen over zijn activiteiten aan het Comité;

5° handelen met inachtneming van de regels van vertrouwelijkheid en commerciële ethiek.

Als één van de bovenvermelde voorwaarden niet vervuld is, kan de Minister de machtiging van de instelling om opleidingsoperatoren te certificeren intrekken.

Wanneer de certificeringsinstelling erom verzoekt, kan ze of de door haar aangewezen persoon, gehoord worden door de Minister vóór elke beslissing tot intrekking van de machtiging.

**Art. 14.** De certificeerders worden op voorstel van het Comité aangewezen door de Minister. De aanwijzing als certificeerder is voor een verlengbare periode van drie jaar geldig.

**Art. 15.** De certificeerder kan in onderlinge overeenstemming met de opleidingsoperator zijn opdracht schorsen en deze laatste een nieuwe audit binnen drie maanden voorstellen. In dit geval past hij het in artikel 16, § 1, zevende lid, bedoelde verlaagde tarief toe.

**Art. 16.** § 1. Het niet-onderhandelbare forfaitaire tarief dat door de certificeerder vereist kan worden, bedraagt 880 euro per dag, exclusief BTW. Dit bedrag is geïndexeerd op grond van de gezondheidsindex die elk jaar voor de maand januari opgemeten wordt.

Het basistarief is de referentie voor een operator gelegen op een opleidingssite die één tot vijftien verschillende opleidingen voorstelt om erkend te worden. Het omvat de analyse van het formulier, de verificatie ter plaatse gedurende minimum vier uur en het opstellen van het verslag betreffende de te erkennen opleiding(en).

Van zestien tot dertig verschillende opleidingen worden het basistarief en het aantal uren voor de verificatie ter plaatse met twee vermenigvuldigd.

Boven dertig verschillende opleidingen worden het basistarief en het aantal uren voor de verificatie ter plaatse met drie vermenigvuldigd.

In geen enkel geval mag het door de certificeerder vereiste totale tarief hoger zijn dan 2.640 euro, exclusief BTW, en mag de auditprocedure niet langer zijn dan drie dagen.

De certificeerder mag een aanvullende halve dag, of 440 euro, vereisen per bijkomende site met een maximum van drie sites.

In geval van uitstel van de audit tot drie maanden, kan die laatste slechts gefactureerd worden voor het equivalent van maximum drie vierde van een dag met een minimum van twee uur audit ter plaatse, of 660 euro.

§ 2. Op met redenen omkleed voorstel van het Comité kan de Minister het bedrag en de tarifieringsmodaliteiten bedoeld in § 1 wijzigen.

**Art. 17.** Elke klacht van een opleidingsoperator ten opzichte van een certificeerder moet ingediend worden bij de Minister die beslist de machtiging van de betrokken certificeerder al dan niet in te trekken en dit na met redenen omkleed advies van het Comité dat advies uitbrengt binnen één maand na zijn aanhangigmaking.

Wanneer de certificeringsinstelling erom verzoekt, kan ze of de door haar aangewezen persoon voorafgaand aan elke beslissing tot intrekking van de machtiging gehoord worden door de Minister.

#### *Afdeling 4. — Procedure m.b.t. de toekenning van de opleidingscheque*

**Art. 18.** De uitschrijver van opleidingscheques, hierna de uitschrijver genoemd, wordt voor een periode van drie jaar aangewezen.

**Art. 19.** § 1. Het bedrijf dient zijn aanvraag van opleidingscheques bij de "FOREm" per post, fax of e-mail in en bezorgt hem alle gegevens die vereist zijn voor het verkrijgen van opleidingscheques met inbegrip van een attest op erewoord dat bepaalt dat het bedrijf geen andere subsidiëring heeft voor hetzelfde voorwerp en dat het artikel 4.7. van Verordening EG 68/001 van de commissie van 12 januari 2001 betreffende de in aanmerking komende kosten in acht neemt.

De "FOREm" gaat na of de in de artikelen 5 en 8 van het decreet bedoelde voorwaarden door het bedrijf worden vervuld.

Voor de toepassing van § 4 van artikel 8 van het decreet wordt niet beschouwd als een dubbele subsidiëring, het optellen bij de opleidingscheque van een andere financieringsbron zoals de hulp toegekend door een sectoraal fonds om het deel van de kosten dat niet wordt gedekt door de opleidingscheque, te betalen en dit met inachtneming van Verordening EG 68/2001.

Als de in de artikelen 5 en 8 van het decreet bedoelde voorwaarden niet worden vervuld, stelt de "FOREm" er het bedrijf in kennis van binnen tien dagen na de indiening van de aanvraag. Als de voorwaarden worden voldaan, maakt de "FOREm" de aanvraag onverwijld aan de uitschrijver over.

Binnen drie dagen na de overmaking van de aanvraag door de "FOREm" bevestigt de uitschrijver zijn inschrijving aan het bedrijf volgens het door hem gekozen middel, en geeft ze een klantnummer.

§ 2. De uitschrijver bezorgt het bedrijf de aangevraagde opleidingscheques binnen vijf dagen na de betaling.

Aan het einde van de opleiding bezorgt het bedrijf de operator het aantal cheques dat overeenstemt met het aantal gepresteerde uren/werknemer. De operator richt zijn factuur alsmede de afgegeven cheques aan de uitschrijver.

Als het bedrag van de factuur lager is dan de som van de gekregen cheques, betaalt de uitschrijver het bedrag van de factuur aan de opleidingsoperator en betaalt hij het saldo terug aan het bedrijf binnen twintig dagen na ontvangst van de opleidingscheques en van de andere bewijsstukken.

Als het bedrag van de factuur hoger is dan de som van de gekregen cheques, betaalt de uitschrijver de tegenwaarde van de gekregen cheques aan de opleidingsoperator en verzoekt hij het bedrijf om het saldo te betalen aan de operator en dit binnen twintig dagen na ontvangst van de opleidingscheques en van de andere bewijsstukken. De termijn waarin het bedrijf de opleidingsoperator moet betalen, wordt door deze laatste bepaald.

**Art. 20.** De opleidingscheque mag niet gebruikt worden voor opleidingen waarvan de individuele uurprijs lager is dan zeven euro.

Gedurende de erkenning of om in aanmerking te komen voor die erkenning mag de opleidingsoperator zijn prijzen niet overmatig verhogen. Elk kennelijk misbruik heeft de intrekking of de weigering van de aangevraagde erkenning als gevolg.

De opleidingscheque mag slechts gebruikt worden voor opleidingen die beginnen nadat de aanvraag om cheques door de uitschrijver is aangenomen.

#### *Afdeling 5. — Comité belast met de opvolging van de opleidingscheque*

**Art. 21.** Er wordt een comité belast met de opvolging van de opleidingscheque, hierna het Comité genoemd, opgericht.

Het Comité vervult de volgende opdrachten :

1° zorgen voor de opvolging van het proces betreffende de aanwijzing van de certificeerders en voor de goede uitvoering van hun opdracht en minstens in een halfjaarlijkse vergadering met hen voorzien, zodat ze de in artikel 9 bedoelde audit op uniforme en billijke wijze leiden;

2° de methodologische instrumenten uitwerken die gebruikt worden door de certificeerders om de criteria van artikel 12 van het decreet die bepaald zijn in de artikelen 7 en 8, te controleren;

3° de Minister advies uitbrengen over de aanvragen om vrijstelling van de audit die ingediend zijn door operatoren die beschikken over een kwaliteitslabel van het type ISO 9001 op het gebied van de opleiding of CDO\*QFOR of door de al erkende operatoren;

4° in het kader van de afstandsopleiding een forfaitair aantal uren dat via de opleidingscheque kan worden gefinancierd, aan de Minister voorstellen voor elk gebied van de opleiding die het voorwerp uitmaakt van een aanvraag om erkenning;

5° advies uitbrengen aan de Minister volgens de procedure bedoeld in artikel 12.

**Art. 22.** § 1. Het Comité bestaat uit :

1° twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

2° twee vertegenwoordigers van de werkgeversorganisaties;

3° een vertegenwoordiger van de Minister;

4° een vertegenwoordiger van de "FOREm";

5° een vertegenwoordiger van het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Toekomstverwachting en Statistiek);

6° een vertegenwoordiger van het Bestuur die het secretariaat van het Comité waarneemt;

7° een deskundige bekend voor zijn kennis van de beroepsopleiding in het bijzonder in de bedrijven.

§ 2. De Minister wijst de gewone leden en hun plaatsvervangers voor drie jaar aan.

De in § 1, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde leden worden aangewezen op een dubbellijst van kandidaten voorgedragen door de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest).

Het Comité wijst uit zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter onder de leden bedoeld in § 1, eerste lid, 1° tot 2°.

§ 3. Alle beslissingen van het Comité zijn in principe bij consensus genomen. Bij gebrek aan consensus kan een beslissing betreffende een agendapunt evenwel genomen worden door de leden bedoeld in § 1, 1° tot 3°, die, in dit geval, de enige zijn die raadgevende stem hebben.

§ 4. Het Comité maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het voor ter goedkeuring aan de Minister uiterlijk binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Het huishoudelijk reglement moet met name in wat volgt voorzien :

1° de regels betreffende de bijeenroeping van het Comité;

2° de regels betreffende het plaatsen van de punten op de agenda;

3° de regels die van toepassing zijn bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en de ondervoorzitter;

4° de quorumregels zodat het Comité op geldige wijze vergadert alsmede de stemmodaliteiten;

5° de periodiciteit van de vergaderingen van het Comité;

6° de modaliteiten volgens welke de adviezen worden uitgebracht alsmede het in artikel 33 bedoelde activiteitenverslag.

### HOOFDSTUK III. — *Aanpassingskrediet*

#### *Afdeling 1. — Criteria m.b.t. de erkenning van de opleidingen*

**Art. 23.** § 1. In de zin van artikel 17, § 1, van het decreet wordt beschouwd als een opleiding die een specifieke kwalificerende aard heeft, elke opleiding waarvan het onderwijs rechtstreeks en hoofdzakelijk van toepassing is op de actuele of volgende werkplek van de werknemer in het bedrijf en die kwalificaties voortbrengt, die weinig of niet overdraagbaar zijn in andere bedrijven of andere werkgebieden.

Overeenkomstig artikel 17, § 2, van het decreet wordt verstaan onder omstandigheden die toelaatbaar zijn voor de specifieke opleiding, de volgende opleidingen :

1° een opleiding gebonden aan het weer opfrissen van de bevoegdheden van de werknemer of aan de behoeften aan ruime inzetbaarheid in het bedrijf of aan een verandering van werkplek;

2° een opleiding gebonden aan een investering of aan de uitwerking van nieuwe werkmethoden;

3° een opleiding gebonden aan een kwaliteitsbeheersysteem volgens de internationale norm NBN ISO 9001 van 14 februari 2001;

4° een opleiding gebonden aan een milieubeheersysteem dat verwijst naar norm NBN EN ISO 14001 van 5 april 1997 of aan het reglement SMEA volgens Verordening EG 761/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 19 maart 2001 inzake de vrijwillige deelneming van organisaties aan een communautair milieubeheer- en milieuauditsysteem;

5° een opleiding gebonden aan een veiligheidsbeheersysteem dat verwijst naar de criterialijsten VCA (LSC), versie 2000, of naar de criterialijst BeSaCC, versie 2000, of naar norm OHSAS 18001, versie 1999;

6° een opleiding gebonden aan een systeem voor arbeidstijdverkorting of voor de aanpassing van de arbeidsduur toegelaten door de federale Minister van Tewerkstelling.

Elke opleiding voortvloeiend uit de noodzaak voor het bedrijf om zich aan te passen ten gevolge van de industriële, organisatie- of technologische veranderingen kan bovendien beschouwd worden als een toelaatbare omstandigheid voor de specifieke opleiding voorzover de Minister na advies van het beheerscomité van de "FOREm" instemt met de inhoud en de duur ervan.

De opleidingen bedoeld in de punten 3° tot 5° van het vorige lid zijn één keer toelaatbaar niettegenstaande elke eventuele ontwikkeling van het betrokken systeem.

§ 2. Beschouwd wordt als collectief in de zin van artikel 17, § 2, van het decreet, de opleiding die minstens drie werknemers betreft.

§ 3. Beschouwd wordt als bedrijf in de zin van dit hoofdstuk, het bedrijf dat voldoet aan de in artikel 14 van het decreet bedoelde voorwaarden.

Beschouwd wordt als werknemer in de zin van dit hoofdstuk, elke persoon bedoeld in artikel 17, § 1, eerste lid, van het decreet.

**Art. 24.** Op voorstel van het beheerscomité van de "FOREm" wordt de toelage toegekend op grond van een overeenkomst die tussen het bedrijf en de "FOREm" gesloten is en waarvan het model door de Minister wordt goedgekeurd.

Deze overeenkomst bepaalt een periode waarin alle betrokken werknemers een opleiding moeten volgen. Deze periode duurt minimum één jaar en maximum twee jaar. Ze begint op de datum van het ontvangbewijs bedoeld in artikel 26, § 1, tweede lid.

**Art. 25.** § 1. Tijdens de duur van de overeenkomst moet het bedrijf overeenkomstig artikel 22, § 1, van het decreet minstens 80 % van het globale werknemersbestand in het Franse taalgebied behouden.

Onder globaal werknemersbestand wordt verstaan het in voltijds uitgedrukte arbeidsplaatsen uitgedrukt aantal werknemers die ingeschreven zijn bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, hierna RSZ genoemd.

Het aantal loontrekkenden wordt op grond van de gegevens van de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid gecontroleerd aan het einde van het trimester vóór het begin van de opleidingsperiode en aan het einde van het trimester gedurende welke de opleidingsperiode eindigt.

§ 2. Het bedrijf dat, krachtens artikel 22, § 1, van het decreet het behoud van minstens 80 % van het globale werknemersbestand aan het einde van de opleidingsperiode niet heeft kunnen waarborgen, krijgt een naar rata van het verloren werknemersbestand verminderde toelage en is verplicht de onrechtmatig gestorte sommen terug te betalen.

Na advies van het beheerscomité van de "FOREm" kan de Minister evenwel afwijken van de toepassing van het vorige lid wanneer behoorlijk met redenen omklede uitzonderlijke omstandigheden door het bedrijf naar voren worden gebracht.

§ 3. De Minister kan ook afwijken van de toepassing van artikel 22, § 2, van het decreet wanneer de twee volgende voorwaarden worden vervuld :

- 1° het bedrijf legt een herstructureringsplan goedgekeurd door de federale Minister van Tewerkstelling voor;
- 2° het beheerscomité van de "FOREm" brengt een gunstig advies uit waarin het terug te betalen bedrag in voorkomend geval wordt vermeld.

#### *Afdeling 2. — Procedure m.b.t. de toekenning van het aanpassingskrediet*

**Art. 26.** § 1. Het bedrijf richt zijn oorspronkelijke aanvraag vóór de aanvang van de opleiding per post, fax of e-mail aan de "FOREm".

De "FOREm" ontvangt de aanvraag en stuurt het bedrijf een ontvangbericht binnen tien dagen.

De "FOREm" voegt bij het ontvangbewijs een in te vullen dossier, waarvan het model door de Minister wordt goedgekeurd, alsmede een vademecum om het bedrijf te helpen voor het invullen van zijn dossier.

§ 2. Het dossier bevat minstens de volgende elementen :

1° de administratieve gegevens betreffende het bedrijf, met name :

a) de beschrijving van het bedrijf in termen van wettelijke benaming, van juridische vorm alsmede het adres van de maatschappelijke zetel en, in voorkomend geval, van de hoofdzakelijke bedrijfszetel;

b) de identificatie van het bedrijf in termen van inschrijving bij de BTW, bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid, van RZS-nummer, van bankrekeningnummer;

c) de referentie naar de hoofdzakelijke en secundaire NACE-code;

d) de omzet en de totale balans van het laatste boekjaar;

e) andere informatie-elementen zoals de contactpersoon in het bedrijf alsmede zijn e-mail;

2° een attest op erewoord dat bepaalt dat het bedrijf geen andere subsidiëring heeft voor hetzelfde voorwerp en dat het artikel 4.7. van Verordening EG 68/001 van de commissie van 12 januari 2001 betreffende de in aanmerking komende kosten in acht neemt;

3° de identificatie van de opleidingsoperator;

4° de motivatie van de opleidingsmethode in het bedrijf;

5° het opleidingsplan alsmede het desbetreffende advies uitgebracht door één van de in artikel 19 van het decreet bedoelde instellingen.

De in het vorige lid bedoelde administratieve gegevens worden medegedeeld via het inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid van het bedrijf.

Wat betreft punt 5° van het eerste lid, wordt het model van het opleidingsplan vastgesteld door het beheerscomité van de "FOREm". Deze mag evenwel een opleidingsplan dat het voorwerp heeft uitgemaakt van een akkoord binnen een collectieve arbeidsovereenkomst, in aanmerking nemen.

§ 3. Overeenkomstig artikel 19, derde lid, van het decreet brengt het territoriaal bevoegde Subregionaal comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming een met redenen omkleed advies over het opleidingsplan aan het bedrijf uit binnen twintig dagen na de zending door hem van het dossier bij aangetekend schrijven. Bij gebrek aan advies binnen deze termijn wordt het geacht gunstig te zijn.

**Art. 27. § 1.** Op straffe van verval stuurt het bedrijf het behoorlijk ingevulde dossier per post of e-mail aan de "FOREm" binnen twee maanden na het ontvangbewijs, op straffe van uitsluiting. De "FOREm" bericht ontvangst van het dossier binnen tien dagen na de zending ervan, informeert, in voorkomend geval, het bedrijf over de ontbrekende gegevens en bepaalt in onderlinge overeenstemming met het bedrijf de datum waarop zijn diensten het bedrijf zullen bezoeken.

De "FOREm" gaat in het bijzonder na of de voorwaarden bedoeld in de artikelen 17 en 18 van het decreet vervuld zijn.

Voor de toepassing van § 3 van artikel 17 wordt niet beschouwd als een dubbele subsidiëring, het optellen bij de aanpassingskrediet van een andere financieringsbron zoals de hulp toegekend door een sectoraal fonds om het deel van de kosten dat niet wordt gedekt door het aanpassingskrediet, te betalen en dit met inachtneming van Verordening EG 68/2001.

§ 2. Binnen veertig dagen na de overmaking van het volledige dossier brengt het uitvoerende bureau van de entiteit "Regisseur-ensemblier" van de "FOREm" krachtens artikel 20 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi", zoals gewijzigd bij het decreet van 26 februari 2003, een advies aan de Minister uit en stelt in geval van gunstig advies het maximaal tegemoetkomingbedrag, zijn aanrekening op de begroting alsmede de termijn waarin het bedrijf bewijsstukken overlegt, voor.

§ 3. De Minister neemt zijn beslissing en betekent ze aan het bedrijf binnen veertien dagen na ontvangst van het advies aan de "FOREm". Hij richt een afschrift van zijn beslissing aan het Bestuur en aan de "FOREm".

**Art. 28.** De toelage wordt uitbetaald in twee schijven :

1° een eerste schijf van 50 % van de toelage wordt gestort zodra de "FOREm" de door het bedrijf ondertekende overeenkomst ontvangt;

2° het saldo aan het einde van de overeenkomst en na verificatie door de "FOREm" van de naleving van de voorwaarden van het decreet en van dit besluit.

#### HOOFDSTUK IV. — *Opvolging en evaluatie van de opleidingscheque en van het aanpassingskrediet*

**Art. 29.** Het technisch verslag bedoeld in de artikelen 13, 5°, en 23, 5°, van het decreet wordt uiterlijk op 1 maart medegedeeld aan zijn geadresseerden alsmede aan het "Institut wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique".

Dit technisch verslag bevat met name de volgende elementen :

1° de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens betreffende de werknemers die onder andere naar gelang van het geslacht, de leeftijd, het statuut en de woonplaats worden geïdentificeerd;

2° de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens betreffende de bedrijven die onder andere naar gelang van hun omvang, hun lokalisatie, hun domein en/of activiteitensector, en alle andere relevante elementen inzake opleidingspraktijken worden geïdentificeerd;

3° de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens betreffende de opleidingsoperatoren, de opleidingen die het voorwerp uitmaken van de erkenning alsmede de algemene ontwikkeling van het opleidingsaanbod in het Franse taalgebied;

4° elk overtuigend element in verband met andere opleidingsbeleidsvormen in het Franse taalgebied, zoals het stelsel voor de bekrachtiging van de bevoegdheden.

**Art. 30.** De "FOREm" werkt de driemaandelijksse situatie-overzichten uit, waarin alle relevante gegevens betreffende de opleidingscheque en het aanpassingskrediet op synthetische wijze worden vermeld, die hij mededeelt aan de Minister, de Subregionale comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming en aan de Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest.

**Art. 31.** De "FOREm" en het bestuur delen op eigen initiatief of op zijn verzoek alle gegevens betreffende ofwel de opleidingscheque, ofwel het aanpassingskrediet aan het "Observatoire wallon de l'Emploi" mede om hem in staat te stellen zijn opdracht i.v.m. met de meting van de voortgang van de beroepsopleiding in het Waalse Gewest te vervullen.

**Art. 32.** Om de modaliteiten van hun medewerking nader te bepalen werken de "FOREm" en het bestuur een protocol uit en leggen ze binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit ter goedkeuring voor aan de Minister.

**Art. 33.** Jaarlijks bezorgt het Comité uiterlijk op 1 maart een activiteitenverslag aan de Minister en aan de Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest.

De Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest maakt uiterlijk 30 april de jaarlijkse evaluatie aan de Minister over, die er de Regering in kennis van stelt, overeenkomstig artikel 24, tweede lid, 2° van het decreet.

**Art. 34.** Uiterlijk tien dagen na de inwerkingtreding van dit besluit bezorgt de "FOREm" de Minister een syntheseverslag bedoeld in artikel 7 van Verordening EG nr. 68/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de opleidingssteun.

#### HOOFDSTUK V. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 35.** De in dit besluit bedoelde termijnen zijn volle dagen. De dag van de akte die het uitgangspunt van de termijn is, is niet inbegrepen. De dag van het verstrijken is in de termijn inbegrepen. Wanneer deze dag een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt de dag van het verstrijken uitgesteld tot de eerstvolgende werkdag.

**Art. 36.** De aanwijzing van de in artikel 13 bedoelde certificeerders moet binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit plaatsvinden.

**Art. 37.** Artikel 6 van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 12 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding wordt aangevuld als volgt :

“De opleidingen in bedrijven gesubsidieerd krachtens hoofdstuk II van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, worden uitgesloten van het toepassingsgebied van dit artikel.”

**Art. 38.** Het besluit van de Waalse Regering van 23 juli 1998 betreffende de opleidingscheques wordt opgeheven.

Alle erkenningen van opleidingsoperatoren die bij voornoemd besluit van 23 juli 1998 toegekend zijn en die op datum van inwerkingtreding van het decreet lopend zijn, blijven evenwel geldig tot de voorziene termijn. Alle aangekochte cheques blijven geldig tot hun vervaldatum en alle bestellingen van cheques bij de uitschrijver die aan de datum van inwerkingtreding van het decreet voorafgaan, worden betaald.

**Art. 39.** Het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1993 tot instelling van tegemoetkomingen voor de oprichting, de uitbreiding en de omschakeling van bedrijven door de indienstneming en opleiding van werknemers te bevorderen, gewijzigd bij het decreet van 5 februari 1998 en bij de besluiten van 30 maart 1995, 20 februari 1997 en 18 december 1997 wordt opgeheven.

De ministeriële akkoorden die toegekend zijn krachtens bovenvermeld besluit van 3 juni 1993 alsmede elke aanvraag die krachtens dat besluit ingediend is, blijven evenwel geldig tot de in de daaropvolgende overeenkomsten bedoelde termijn.

**Art. 40.** Het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn alsmede dit besluit treden in werking op 1 mei 2004.

Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE

#### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 2126

[S - C - 2004/31214]

#### 29 APRIL 2004. — Ordonnantie betreffende de controle van de verkiezingsuitgaven en de regeringsmededelingen (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK I. — *Définitions*

**Art. 2.** Voor de toepassing van deze ordonnantie dient te worden verstaan onder :

1° mededeling : de mededelingen en de voorlichtingscampagnes van de regering, van de leden van de regering en van de gewestelijke staatssecretarissen alsmede die van de voorzitter van de Raad waartoe zij niet op grond van een wets- of verordeningsbepaling verplicht zijn en die direct of indirect met overheidsgeld worden gefinancierd;

2° politieke partij : de vereniging van natuurlijke personen, al dan niet met rechtspersoonlijkheid, die aan door de Grondwet bepaalde verkiezingen deelneemt, die kandidaten voordraagt voor de verkiezingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat, de Waalse Gewestraad, de Vlaamse Raad, de Brusselse Hoofdstedelijke Raad of de Raad van de Duitstalige Gemeenschap en die, binnen de perken van de Grondwet, de wet, het decreet en de ordonnantie, de totstandkoming van de volkswil beoogt te beïnvloeden op de wijze bepaald in haar statuten of haar programma.

In de definitie van politieke partij zijn ook begrepen de instellingen, verenigingen, groeperingen en regionale entiteiten van een politieke partij, ongeacht hun rechtsvorm, die rechtstreeks verbonden zijn met die politieke partij, namelijk

- de studiediensten;
- de wetenschappelijke instellingen;
- de politieke vormingsinstellingen;
- de politieke omroepverenigingen;

### MINISTERE

#### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 2126

[S - C - 2004/31214]

#### 29 AVRIL 2004. — Ordonnance organisant le contrôle des dépenses électorales et des communications gouvernementales (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Définitions*

**Art. 2.** Pour l'application de la présente ordonnance, il y a lieu d'entendre par :

1° communication : les communications et campagnes d'information du Gouvernement, de ses membres et des secrétaires d'Etat régionaux ainsi que celles du président du Conseil, auxquelles ils ne sont pas tenus en vertu d'une disposition légale ou réglementaire et qui sont financées directement ou indirectement par des fonds publics;

2° parti politique : l'association de personnes physiques, dotée ou non de la personnalité juridique, qui participe aux élections prévues par la Constitution et qui présente des candidats aux élections de la Chambre des représentants, du Sénat, du Conseil de la Région wallonne, du Conseil flamand, du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ou du Conseil de la Communauté germanophone et qui, dans les limites de la Constitution, de la loi, du décret et de l'ordonnance, tente d'influencer l'expression de la volonté populaire de la manière définie dans ses statuts ou son programme.

Sont inclus dans la définition du parti politique, les organismes, associations, groupements et entités régionales d'un parti politique, quelle que soit leur forme juridique, qui sont directement liés à ce parti, à savoir :

- les services d'études;
- les organismes scientifiques;
- les instituts de formation politique;
- les producteurs d'émissions politiques concédées;